

Eclairage en trois questions sur la situation au Nord-Kivu

TV5, 11.08.2012 Nord-Kivu : que veut le M23 ? Propos recueillis par Anna Ravix
Territoire malmené par près de 20 années de conflits ininterrompus, le Nord-Kivu, province de la République démocratique du Congo est aujourd'hui à nouveau convoité par un groupe rebelle, le M23. Leur surnom fait référence au 23 mars 2009, date à laquelle l'armée congolaise avait signé des accords avec leurs membres pour une meilleure intégration au sein des Forces armées de la République démocratique du Congo. Pour les rebelles du M23, l'accord n'a pas été respecté. Christophe Boisbouvier, journaliste à Radio France International, explique cette situation complexe en trois questions.

Qui sont ceux qui composent le M23 et que veulent-ils ? Les gens du M23 sont des anciens rebelles du CNDP (Conseil national pour la défense du peuple) du général Nkunda. Le CNDP était composé d'anciens militaires de l'armée rwandaise du Congo, c'est à dire des Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC) qui s'étaient révoltés en 2008 et qui réclamaient d'être à l'époque, ce que réclament aujourd'hui les gens du M23, c'est à dire officiellement de meilleures conditions de recrutement dans l'armée, mais en réalité une meilleure prise en compte de leur communauté, qui est la communauté des Tutsis congolais. Cette reconnaissance des Tutsis congolais dans la société congolaise est un vieux problème de fond qui remonte aux années Mobutu, et qui n'a jamais été résolu. Il y a même eu, au moment de la deuxième guerre civile en 1998, une chasse aux Tutsis à Kinshasa. C'est donc un problème endémique. Ce qu'il faut comprendre, c'est qu'il y a onze provinces au Congo-Kinshasa, dont la province du Nord-Kivu avec Goma pour capitale. A la tête de chacune de ces provinces, il y a un gouverneur, un parlement, avec des gens élus et des gens nommés. Ce que veulent les membres du M23 c'est une meilleure représentation à l'intérieur des autorités du Nord-Kivu. Quel est le rôle des forces occidentales dans la région ? Elles sont représentées par la MONUSCO, la Mission des Nations unies pour la stabilisation au Congo. Globalement, l'intérêt des puissances occidentales est d'éviter une nouvelle guerre dans le Kivu qui est dans une région très dense, abritant l'une des plus fortes densités de population au monde. A chaque fois qu'il y a un conflit, il y a des femmes et des enfants qui sont tués, soit dans le cadre de déplacements collatéraux, soit dans le cadre de massacres en représaille à des attaques précautionnelles. Donc la première chose que la communauté internationale veut éviter, c'est une répartition, évidemment du génocide rwandais de 1994 mais aussi, des massacres inter-ethniques, comme ceux commis en 1996/1997 au Nord-Kivu et dans la province du Congo Kinshasa lors de l'avancée des troupes rebelles de Kabila puis aidés par l'armée rwandaise, il y a eu des massacres de dizaines de milliers de Hutus rwandais dans cette région. Et puis il y a eu les grands massacres entre Hema et Lemba, deux communautés un peu plus au Nord, dans l'Ituri, en 2001/2002, massacres pour lesquels Thomas Lubanga vient d'être condamné par la Cour pénale internationale (CPI). Tout ça est très présent dans les calculs des occidentaux, d'autant plus que l'un des deux chefs du M23, qui en est en tout cas officieusement le chef, Bosco Ntaganda est poursuivi par la CPI pour avoir participé aux massacres de 2001/2002 au côté de Thomas Lubanga. Du coup, la communauté internationale soutient les FARDC, et donc Joseph Kabila, le président de la RDC. Kabila a un double avantage, celui d'être le chef d'Etat du pays attaqué par une rébellion, et l'avantage d'avoir en face de lui un groupe armé dont le chef militaire principal est un présumé criminel de guerre poursuivi par la CPI. Cette position assez forte sur les plans politique et diplomatique met le Rwanda en porte-à-faux par rapport à cette affaire, parce que le Rwanda a beau crier qu'il n'a rien à voir avec le M23, il y a quand même un rapport de l'ONU, publié il y a un mois avec beaucoup de détails, qui accuse les rwandais de soutenir leurs frères Tutsis du M23. Paul Kagame et sa ministre des affaires étrangères, Louise Mushikiwabo, ont eu beau se défendre d'un tel soutien, les Etats-Unis ont réduit leurs aides à l'armée rwandaise, les britanniques également, or, Washington et Londres sont les deux principaux soutiens politiques du régime rwandais. Mais je ne suis pas sûr que le soutien au M23 soit une décision du président rwandais, je pense que tout ça se passe au niveau des officiers de l'armée rwandaise et de ceux du M23, parce qu'il y a une solidarité entre Tutsis rwandais et Tutsis congolais. Guerres-civiles, massacres, génocides... Pourquoi cette région est-elle en guerre permanente depuis vingt ans ? Parce qu'il y a pas d'ethnie dominante, il y a une coexistence de nombreuses communautés : Hutu, Tutsi, et autres communautés de l'est du Congo, les Nande, les Hema, les Pendu, vous avez de nombreuses communautés qui coexistent au Nord-Kivu parce que c'est une région très riche à la fois sur le plan minier et sur le plan agricole. Donc une forte densité de population et tout ça rend la région explosive parce qu'évidemment, le partage des richesses minières et le partage du foncier ça fait deux matières explosives. Derrière ces combats, il y a aussi le contrôle des exploitations clandestines de Coltan (un minéral de tantale servant à la fabrication électronique miniaturisée comme pour les téléphones ou les ordinateurs portables - ndr), et d'autres métaux rares très prisés. Il y a une espèce de partage clandestin du territoire entre différents groupes armés, notamment entre les ex-CNDP devenus M23, les Maï-Maï, les rebelles Hutu-rwandais et les FARDC qui ont leur propre secteur. Donc vous avez une sorte de partage du gâteau mais évidemment, il s'agit toujours de partages très fragiles parce que vous pouvez avoir une trêve armée qui va durer un an ou deux jusqu'au moment où l'un des groupes armés va se sentir plus fort qu'un autre et rompre la trêve...